
Industries, ouvrier·es et agentivité en Afrique (XXe siècle)

Simon Imbert-Vier*¹ and Pierre Guidi*²

¹Institut des Mondes Africains – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de Recherche pour le Développement, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Aix Marseille Université, Centre National de la Recherche Scientifique – France

²Centre Population et Développement – Institut de Recherche pour le Développement, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Université Paris Cité, Université Sorbonne Paris nord – France

Résumé

À la suite des premières études sur la formation de classes ouvrières en Afrique (Copans, 1981; Agier *et al.*, 1987; Higginson, 1989; Cooper 1996), la thématique est restée en suspens avant d'être relancée en France au cours de ces dernières années (Vadot, 2019). La dynamique marquée par l'école thématique " Afriques ouvrières : trajectoires, activités, identités " à Gif-sur-Yvette en 2019 ou le projet sur le syndicalisme au quotidien en Afrique (Syndicaf, 2019-2023) ont donné lieu à de nouveaux travaux (RHCA, 2025).

En dehors du domaine des transports (ferroviaire ou maritime) et des exploitations minières, l'Afrique n'a connu que peu de situations d'organisation industrielle du travail avant la Seconde Guerre mondiale. La création d'entreprises industrielles embauchant des ouvrier·es le plus souvent issu·es du monde rural et les confrontant à l'organisation industrielle du travail, à son emprise sur les corps et le temps, au salariat et souvent à un mode de vie urbain, s'accélère dans la seconde moitié du XXe siècle.

Cet atelier souhaite présenter et analyser des réalités concrètes de travailleur·es en contexte industriel, principalement après la Seconde Guerre mondiale, et donc s'inscrire dans une histoire du monde ouvrier africain (suivant Thompson, 1963 ; Noiriél, 1986 ; Vigna, 2012). À deux présentations concernant des cheminots éthiopiens et des ouvrières d'une usine textile de Dire Dawa (Ethiopie), nous souhaitons associer des interventions sur d'autres situations d'ouvrier·es africain·es dans les années 1940-1990, en contexte colonial ou non. Elles pourront concerner la question des salaires, des niveaux de vie, des relations hiérarchiques et des rapports de domination, des appartenances et des représentations collectives, mais aussi des cadres juridiques ou politiques.

Les contributions prendront également en considération l'agentivité des ouvrier·es, leurs capacités d'organisation, de solidarité, de mobilisation pour la défense de leurs intérêts et de leurs identités, et de résistance à la coercition quotidienne exercée par le système de production.

*Intervenant